

LA MORT DE L'INVESTIGATION

SYNERGIE-OFFICIERS est stupéfait par la décision de la Chancellerie de transmettre au Conseil d'Etat un projet de loi sur la garde à vue qui prévoit la présence de l'avocat dès la première heure pour le droit commun.

SYNERGIE-OFFICIERS s'étonne que cette transmission n'ait pas été précédée par la consultation des syndicats de policiers, premiers concernés par cette mesure qu'ils vont subir de plein fouet, dans des conditions de travail déjà déplorables.

SYNERGIE-OFFICIERS voit en cette décision une conformation hâtive et inutilement servile à une jurisprudence de la CEDH et déplore que l'activisme du lobby des avocats s'exerce au mépris du droit à la sécurité des plus faibles ! Pour mémoire, si le voyou bénéficiera désormais de l'assistance gratuite d'un avocat, la victime, même SMICARDE, devra en être de sa poche !

SYNERGIE-OFFICIERS est effaré par l'absence de réflexion de fond pour ébaucher une véritable politique pénale française, afin que soit préservé le nécessaire équilibre entre droits des victimes, nécessité de l'enquête et droits de la défense.

SYNERGIE-OFFICIERS redoute, une fois de plus, que l'intérêt collectif soit sacrifié sur l'autel de principes éthérés (mais aussi mercantiles) au mépris des réalités criminelles contemporaines et des difficultés insupportables qui entravent le travail des policiers pour la manifestation de la vérité.

SYNERGIE-OFFICIERS met en garde nos décideurs sur les conséquences fâcheuses de décisions précipitées et coupées du réel qu'ils devront assumer quand il s'agira d'affronter les scandales judiciaires à venir (compromission d'enquête, disparition de preuves, pression sur les victimes, représailles sur les témoins...)

Comme en 2000 avec la Loi Guigou, on assiste aujourd'hui à un réel décalage entre les déclarations d'intention, les mesures contenues dans la LOPPSI 2 et une réforme de la garde à vue qui, à l'instar de la Loi pénitentiaire, viendra annihiler tous les efforts entrepris pour juguler l'explosion criminelle et la violence dans notre pays.